

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: - (2014)
Heft: 4

Artikel: L'OTAN : Fort et peu clair?
Autor: Vautravers, Alexandre
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-781149>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

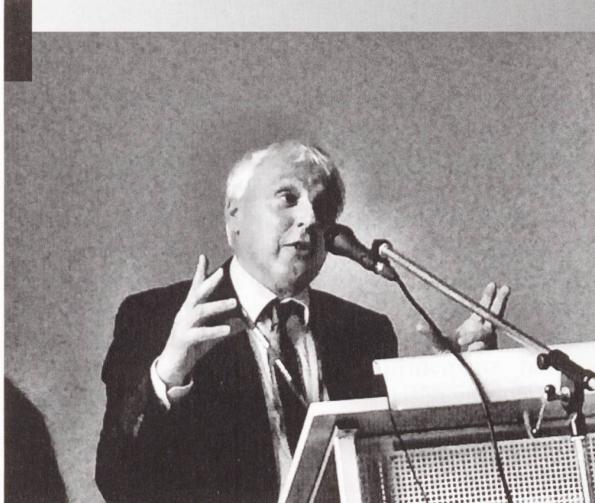
L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 15.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>



International

L'OTAN : Fort et peu clair ?

Alexandre Vautravers

Professeur associé de Relations internationales, Université Webster, Genève

La 13^e conférence annuelle de la Transatlantic Studies Association (TSA) a eu lieu cette année du 7 au 10 juillet à Ghent – à une heure de Bruxelles. Elle a été ouverte par Jamie Shea, Directeur associé du Secrétaire général de l'OTAN pour les questions de sécurité émergentes.

L'ancien porte-parole et directeur de la recherche et de la doctrine de l'Alliance a articulé sa présentation autour de cinq points : la situation actuelle est au renforcement à l'Est; la question des budgets; la question de la guerre « hybride »; la définition de « capacités » de défense; enfin, le « reste du monde » - tout un programme...

Renforcement à l'Est

Au sein de l'Alliance aujourd'hui, deux courants s'affrontent : les partisans des « armées Heavy Metal dont nous avons essayé de nous éloigner après la guerre froide. » Clairement, plus on se déplace vers l'Est, plus la mode est aujourd'hui à souhaiter se rééquiper en matériels lourds et demander le stationnement permanent de troupes alliées.

Mais les Alliés occidentaux souhaitent davantage renforcer la flexibilité et la disponibilité de leurs forces, en organisant un système de relèves et d'exercices dans le terrain, dont l'allusion historique aux manœuvres REFORGER¹ est un raccourci aussi pratique que maladroit. Selon eux, ceci a le double avantage de l'économie des moyens et de l'adaptabilité (*scalability*) à la menace – les manœuvres pouvant être renforcées ou annulées en fonction de l'évolution des tensions avec la Russie. L'OTAN est consciente des promesses faites en 1997 au Président russe Boris Yeltsine, sur le fait que de grandes concentrations de troupes ou des armes stratégiques ne seraient pas basées sur le territoire des nouveaux membres de l'Alliance atlantique. Enfin, le

Jamie Shea a été porte-parole de l'OTAN et responsable des relations extérieures durant les années 1990. Il a ensuite dirigé la direction politique de l'organisation. Il a obtenu un DPhil de l'Université d'Oxford et a tenu plusieurs chaires académiques. Il a récemment été nommé chercheur associé au Centre genevois de politique de sécurité (GCSP). Photo © A + V.

climat politique étant à l'attentisme, aucun membre de l'Alliance ne veut que celle-ci soit perçue comme un facteur d'escalade de la crise.

Il n'y a pas encore de consensus au sein de l'OTAN. « *La guerre froide n'était pas une période tranquille. (Et) nous allons retourner vers ces débats (d'alors) : détente ou containement.* »

Budgets

L'Alliance, comme le Gouvernement américain depuis maintenant trois décennies, attend des membres de l'Union européenne (UE) un véritable « partage du fardeau » budgétaire et sécuritaire. Les objectifs de l'OTAN sont doubles : 2 % du PIB consacrés à la défense, dont 20 % doivent être affectés à la « modernisation et à l'équipement » et non plus majoritairement en salaires et en pensions, comme c'est aujourd'hui souvent le cas. A noter que seuls cinq Etats membres de l'OTAN sur 28 remplissent actuellement ce premier objectif.

Les Etats-Unis dépensent actuellement 4,3 % de leur PIB dans la défense, et 63 % du budget de l'Alliance. Si l'on ramène ceci à l'échelle individuelle, cela signifie que chaque contribuable américaine paie actuellement 1'500 USD pour la sécurité, contre 400 USD pour un Européen. S'écartant de la langue de bois diplomatique, on dit désormais au sein de l'OTAN que « *chacun doit être en mesure de porter son propre poids.* » En d'autres termes, « *les Européens devraient assumer leur propre sécurité et payer les factures.* »

Si l'Allemagne devait remplir le critère budgétaire évoqué ci-dessus, cela signifierait une augmentation de 30 milliards USD de dépenses militaires. Mais la plupart des Gouvernements européens y sont évidemment hostiles, incapables de soutenir de pareilles dépenses devant leur opinion publique.

Les solutions de compromis existent et il est question aujourd'hui pour les Etats européens d'augmenter

¹ Return of the Forces to Germany (REFORGER) : Les grandes manœuvres annuelles de l'OTAN ont eu lieu durant les années 1970 et 1980. Il s'agissait d'exercer le déploiement de forces américaines et alliées en Europe pour contrer une invasion du Pacte de Varsovie.

annuellement de 2,5% leur budget de défense. La Grande Bretagne demande une « clause de révision » afin qu'il soit possible de se soustraire à ce renchérissement en cas de diminution de la menace. On cherche également à fixer ces dépenses sur des programmes concrets.

Ainsi, lorsque l'administration Obama a décidé de supprimer la 4^e phase du bouclier anti-missile balistique, la capacité à défendre le territoire américain contre une attaque de la Russie est devenue caduque. Ensemble, les trois phases restantes –dont deux ont été reportées dans le calendrier– visent désormais clairement la défense des Alliés européens. Il va sans dire que le Congrès américain exige en conséquence que ce programme soit financièrement soutenu par ces derniers.

Il en est de même pour le programme de modernisation des bombes atomiques tactiques B61, dont le prix se monte à 8 milliards de dollars. Ces engins, entreposés en Europe, visent avant tout la défense du continent et non la défense du territoire américain.

Guerre « hybride »

Le nouveau mot à la mode, que l'on appelle également la « guerre du XXI^e siècle » ou la « suppression économique » (*economic cutoff*) pose un réel dilemme à l'OTAN. En effet, l'Alliance « *peut-elle gérer de telles attaques ambiguës (...) et ces scénarios sous-critiques, par exemple des prises de gages* » ou des chantages ? Certains sont d'avis que ce type de conflit ne peut être

réalisé qu'avec des forces militaires ou paramilitaires, éventuellement par des agents et/ou des diasporas. Mais le problème est que les moyens traditionnels de l'OTAN –chars, quartiers généraux, renforcement de troupes– sont aptes à dissuader d'une attaque militaire traditionnelle. Mais sont-elles vraiment capables de dissuader d'attaques dans le domaine du renseignement, des médias, de l'insécurité au quotidien et au sein des populations ? Pour Jamie Shea, la réponse est : « *pas vraiment.* » Et de s'interroger si l'UE ou l'OCDE ne sont pas plus aptes dans de tels cas.

Une autre question mérite d'être posée : « *Sera-t-il possible de désescalader* » après la crise ukrainienne ? On constate à quel point les méfiances et les réflexes de la guerre froide demeurent les références en matière de politique de sécurité.

La situation actuelle est cependant différente, car en plus d'envoyer des signaux militaires, Jamie Shea argue qu'il existe une véritable relation diplomatique entre l'OTAN et la Russie. Ceci peut paraître optimiste lorsque l'on rappelle que le NATO-Russia Joint Council a été dissout et que l'Ambassadeur américain en Russie a été rappelé suite à l'annexion de la Crimée.

Un problème supplémentaire est soulevé par Jamie Shea : le manque de respect du Président Poutine pour les frontières et la souveraineté. Et de rappeler que cela n'était pas le cas à l'époque soviétique. Ceux qui se souviennent de 1956 (Budapest), de 1968 (Prague), de 1980 (Kaboul) ou de 1982 (Varsovie) apprécieront...

Le retour de formations blindées américaines en Europe a marqué les esprits. Mais elles ne sont pas là pour rester.





Jamie Shea a ouvert la conférence TSA le 8 juillet à Ghent en Belgique.



Deux CF-18 canadiens ravitaillés par un A330 MRTT australien. Les « multiplicateurs de forces » et les moyens stratégiques sont concentrées dans les mains de quelques Etats-membres.



La ligne éditoriale de l'OTAN est aujourd'hui de « tourner la page » des opérations en Afghanistan.

Jamie Shea rappelle qu'en 2008 au sommet de Bucarest, à l'issue d'un débat entre Angela Merkel et George W. Bush, il a clairement été dit que la Géorgie deviendrait un membre de l'OTAN – sans toutefois préciser de date ou de marche à suivre ; et sans véritablement résoudre la problématique de l'article 10 de la Charte atlantique, qui prévoit que les membres de l'OTAN doivent être des Etats européens. Des accords d'association sont en cours avec la Moldavie et la Géorgie. La Moldavie et l'Arménie souhaitent faire part de leur neutralité, se sentant elles aussi menacées par le voisin russe.

Capacités de défense

Le fossé qui sépare les forces armées américaines et européennes est considérable. Et il continue à croître, comme l'a démontré l'action contre la Lybie. Durant l'opération ODYSSEY DAWN, les forces aériennes américaines comptaient un ravitailleur pour six avions de combat, contre 29 pour leurs alliés.

Les solutions issues du privé –notamment au travers d'une étude réalisée par McKinsey– démontrent que sur les 180 milliards par an dépensés par les Etats-membres de l'UE, 60 sont gaspillés en redondances et inefficacités diverses... Morceaux choisis :

- Le véhicule blindé Dingo de Krauss Maffei Wegmann (KMW) est produit sur deux lignes d'assemblage différentes, en Allemagne et aux Pays-Bas ;
- L'hélicoptère NH90 est produit sur deux lignes de montagne et réalisé en une vingtaine de versions différentes ; les certifications de vol de toutes ces versions coûtent la bagatelle de 4 milliards €.
- Il existe 17 différents types de véhicules transport de troupes (VTT) dans l'UE.
- L'UE compte 16 chantiers navals différents.
- Au sein de l'UE sont réalisés actuellement quatre avions de combat différents.

Le reste du monde

Jamie Shea regrette que l'attention de l'opinion, comme des décideurs, soit souvent « focalisée sur un seul objet à la fois : à savoir les forces conventionnelles en Europe. » Mais l'actualité nous montre pourtant qu'il ne faut pas perdre le Sud de vue :

- Parce qu'Al Qaeda s'est reconstitué dans le Sahel ;
- Et par les terribles conflits internes qui font rage en ce moment en Syrie, en Irak, et qui menacent la stabilité de toute la région.

Il est donc important pour l'OTAN de conserver une stratégie et une politique « à deux azimuts. » La tendance va donc vers le développement de capacités des forces locales et alliées (*defense capability building*) à l'instar de l'Afghanistan ou de l'Irak.

Certains critiquent bien entendu l'efficacité de tels efforts « qui n'ont pas toujours amené des dividendes. » Mais la véritable question est désormais de trouver des partenaires qui acceptent d'être renforcés par le biais de l'OTAN. Pour cela, l'OTAN devra se focaliser sur les Etats faibles (*lower range countries*).

News

Swisscoy au Kosovo

L'engagement de la Swisscoy auprès de la Force multinationale pour le Kosovo (KFOR) a été prolongée jusqu'au 31 décembre 2017 par le Conseil des Etats, à la majorité de 42 voix. Le contingent sera étendu de 220 à 235 militaires. En contrepartie, la réserve doit être réduite de 80 soldats pour un an actuellement, à 60 soldats pour quatre mois au maximum. Le Conseil national avait déjà approuvé cette prolongation au mois de mai.

Source : Communication DDPS, 04.06.2014

News

Sécurité 2014

Lt col EMG Alexandre Vautravers
Rédacteur en chef, RMS+

L'étude *Sécurité 2014*, réalisée par l'Académie militaire à l'Ecole polytechnique de Zurich (MILAK / ETHZ) en coopération avec le Centre for Strategic Studies (CSS) a été réalisée le 6 janvier 2014, auprès d'un échantillon représentatif de 1'200 électeurs issus de toutes les régions linguistiques. Ses résultats contrastent avec les années précédentes : l'autonomie, l'indépendance et la nécessité d'une armée de milice forte sont clairement exprimés.

En effet, dans le domaine sécuritaire, mais également économique ou politique, cette année les résultats font clairement ressortir une volonté d'indépendance et une concentration sur la défense du territoire. La neutralité atteint un pic de 96% de soutien à un niveau historique, notamment parmi la tranche des 18-29 ans (88%). L'adhésion à l'Union européenne (UE) ou à l'OTAN, par exemple, ne récoltent que 17% des intentions, même si 81% des sondés s'expriment en faveur d'une collaboration strictement économique et politique avec l'UE.

80% des sondés estiment l'armée suisse nécessaire. 70% souhaitent une armée bien équipée et instruite. 61% sont contre la suppression de l'obligation de servir et seuls 33% s'expriment en faveur d'une armée professionnelle.

La perception des menaces est diffuse : 90% des sondés disent se sentir en sécurité et peu menacés. Les risques et menaces principalement citées sont la sécurité des données informatiques, les attaques cybernétiques et les risques environnementaux.

A+V

News

Russie : Le retour des grandes manœuvres

Le 12 juillet, un ordre surprise du président Poutine, les plus grandes manœuvres depuis l'époque soviétique sont déclenchées dans le district militaire de l'Est de la Russie. Entre le 12 et le 20 juillet, 160'000 soldats, 5'000 engins blindés et 160 avions sont engagés entre la Sibérie et l'île de Sakhaline, appuyés durant une phase de l'exercice par 70 navires de la flotte russe du Pacifique. Il faut rappeler, à ce propos, le différend territorial qui oppose la Russie et le Japon au sujet des îles Kouriles – où 3'500 militaires russes sont d'ailleurs déployés.

Cet exercice est le troisième entraînement militaire surprise à grande échelle. En mars, 7'000 soldats et 30 navires de guerre ont été engagés sur les rives de la mer Noire. La multiplication de ces exercices est le contrecoup des importantes déficiences constatées dans l'état de préparation des forces armées de la Fédération de Russie, malgré les investissements et les réformes importantes en cours à l'horizon 2020.

Un autre exercice, baptisé MER COMMUNE 2013 a également eu lieu du 8 au 10 juillet en mer du Japon. Cet exercice, mobilisant 19 navires et 10 avions, a été organisé conjointement entre les marines russe et chinoise, à l'aune d'un accord bilatéral de 2004 prévoyant l'échange mutuel de données sur les activités militaires tout au long de la frontière commune de 4'300 km. Plusieurs experts ont interprété ces manœuvres comme un moyen d'appaiser les craintes du peuple russe face à la montée en puissance de l'économie, des forces armées mais également de l'immigration chinoise.

Source : Edouard Pflimlin, « La Russie déploie 160 000 soldats pour des manœuvres en Extrême-Orient », *Le Monde.fr*, 17.07.2013. http://www.lemonde.fr/asie-pacifique/article/2013/07/17/la-russie-deploie-160-000-soldats-pour-des-manoeuvres-en-extreme-orient_3448634_3216.html

A+V

